

LES OBJECTIFS DE L'OPE :

Depuis 2006, l'OPE travaille à la définition des enjeux du territoire et à la mise en place d'un outil partagé de connaissance de l'économie métropolitaine.

L'OPE EST UN LIEU :

- d'échanges ;
- de réflexion sur les éléments qui contribuent ou freinent l'enrichissement économique du territoire et la traduction de ces éléments en indicateurs ;
- de mutualisation des moyens et des compétences de chacun au service d'une observation partagée.

SES CHAMPS D'INVESTIGATIONS :

- la vitalité du tissu économique : création, maturité, reprise, disparition d'entreprises ;
- les ressources humaines : publics éloignés du marché de l'emploi, publics en emploi ;
- l'attractivité du territoire pour les hommes, les entreprises.

SES PUBLICATIONS

L'Observatoire Partenarial de l'économie (OPE) propose quatre types de publications : les flashes, les tableaux de bord, les synthèses et les études.

» [Les publications de l'OPE](#)

» **Retrouvez la liste des partenaires au dos du document.**

TABLEAU DE BORD #20

AVRIL 2018

Le tableau de bord de l'OPE permet aux acteurs de disposer, en peu de pages et dans un seul document, des dernières données disponibles en matière de vitalité du tissu économique, d'emploi et d'attractivité du territoire. Ceci, à l'échelle de l'arrondissement de Lille et en comparaison avec la région Hauts-de-France et le territoire national.

L'implication des partenaires de l'OPE permet, chaque trimestre, la réalisation de ce tableau de bord.

1^{ER} TRIMESTRE 2018

En bref, les perspectives de croissance...

Globalement :

- +3,7% au niveau mondial ;
- +2,2% au niveau européen ;
- +1,8% au niveau français.

Au niveau local :

- » Dans les Hauts-de-France ;
- » Dans l'arrondissement de Lille :
- ⊕ **chiffre d'affaires** : une croissance qui s'accélère quels que soient le secteur et la taille des entreprises ;
- ⊕ **investissement** : des investissements qui s'inscrivent nettement à la hausse quels que soient le secteur et la taille des entreprises ;
- ⊕ **emploi** : des perspectives d'embauches quel que soit le secteur.

Contact :

Corinne VALITON
cvaliton@adu-lille-metropole.org

Conjoncture : Monde, Europe, France

■ Perspectives mondiale, européenne et française pour 2018 : paroles d'acteurs

+3,7% au niveau mondial

La croissance est de retour à l'échelle mondiale, le climat des affaires est favorable. Les prévisionnistes anticipent donc un scénario de croissance mondiale encore soutenue en 2018.

Pour 2019, le point d'attention sera le risque de tensions sur les prix et les coûts.

>> Coe-Rexecode anticipe une croissance en produit intérieur brut de 3,7% au niveau mondial pour 2018.

+2,2% et +1,8% dans la Zone Europe et en France

En France, comme en Europe, la croissance est notamment soutenue par l'investissement.

Des tensions grandissantes sur les capacités de production pourraient limiter l'ampleur de la reprise.

>> Coe-Rexecode anticipe une croissance du produit intérieur brut de 2,2% au sein de la zone euro pour 2018, et de 1,8% en France.

Croissance française

+1,8%



Prévisions de croissance du PIB en volume	2018	2019
Monde	+3,7%	+3,5%
États-Unis	+2,3%	+1,5%
Zone euro	+2,2%	+1,8%
France	+1,8%	+1,5%

Conjoncture locale : Chiffre d'affaires

■ Éléments de conjoncture métropolitaine :

les enseignements de l'enquête de conjoncture de la CCI de région Hauts-de-France

Rappel : le panel a été construit de façon à être représentatif de la structure économique du territoire Hauts-de-France selon la cible définie par la Chambre de commerce et d'industrie :

- les secteurs suivants ont été écartés : enseignement, éducation, santé et action sociale. De même, n'ont pas été intégrées les activités de banque, assurance et activités immobilières ;
- pour les secteurs de l'industrie, du commerce inter-entreprises, des BTP, du Transport et de la logistique, la cible démarre à 1 salarié.

■ Chiffre d'affaires 2018 : une croissance qui s'accélère quels que soient le secteur et la taille des entreprises

En 2017, 39% des chefs d'entreprises interrogés estiment que leur chiffre d'affaires a augmenté par rapport à 2016.

L'optimisme est de rigueur. Le solde d'opinions entre les entrepreneurs qui jugent que leur chiffre d'affaires a augmenté et ceux qui estiment qu'il a baissé est toujours positif..

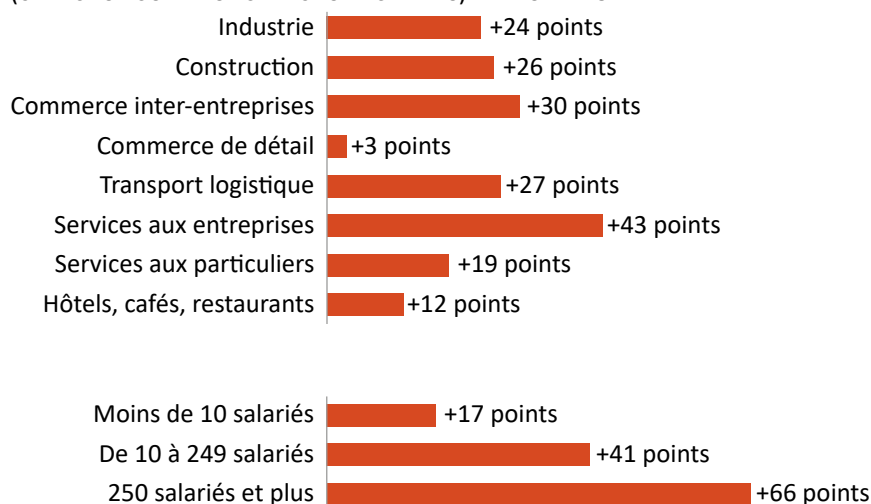
• ... Quel que soit le secteur

Les services aux entreprises et le commerce inter-entreprises concentrent le plus grand nombre d'entrepreneurs jugeant que leur chiffre d'affaires a progressé.

• ... et quelle que soit la taille des entreprises.

Plus l'entreprise compte de salariés, plus les chefs d'entreprises jugent que leur chiffre d'affaires a progressé.

**SOLDE D'OPINIONS SUR LE NIVEAU DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2017
(OPINIONS POSITIVES - OPINIONS NÉGATIVES) - PAR SECTEUR ET PAR TAILLE**

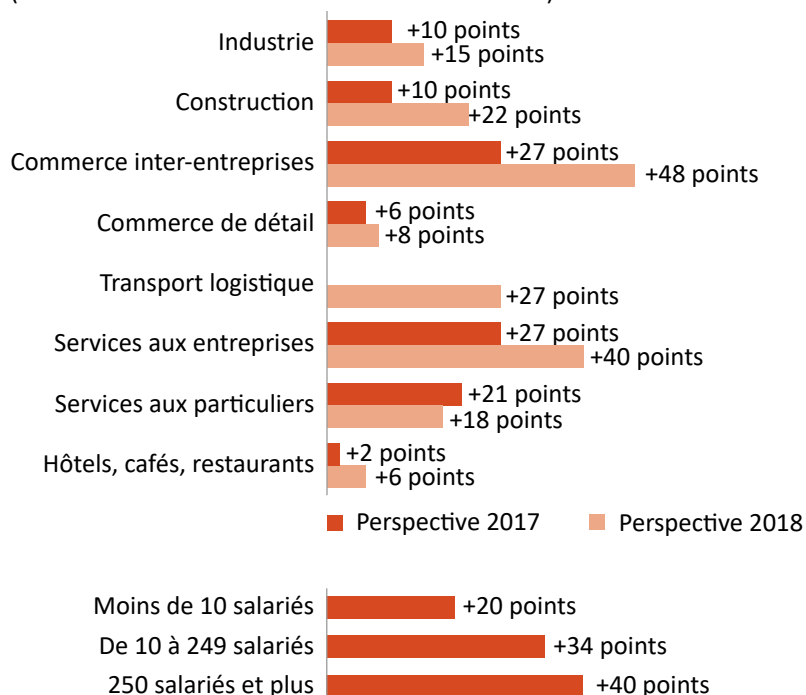


■ Perspectives

31% des chefs d'entreprises interrogés estiment que leur chiffre d'affaires progressera en 2018.

• Les chefs d'entreprises sont confiants, la croissance s'installe : fin 2016, le solde entre les opinions des chefs d'entreprises prévoyant une hausse de leur chiffre d'affaires et celles des entrepreneurs pessimistes était de +16 points ; il est de +23 points fin 2017.

**SOLDE D'OPINIONS SUR LES PRÉVISIONS DE CHIFFRES D'AFFAIRES EN 2018
(PRÉVISIONS À LA HAUSSE - PRÉVISIONS À LA BAISSÉ) - PAR SECTEUR ET PAR TAILLE**



• La croissance est générale. Le solde d'opinions est positif quels que soient le secteur (notamment, comme l'an passé, dans les services aux entreprises et le commerce inter-entreprises) et la taille des entreprises.

Investissement 2018 : des investissements qui s'inscrivent nettement à la hausse quels que soient le secteur et la taille des entreprises

En 2017, 45% des entrepreneurs interrogés ont investi.

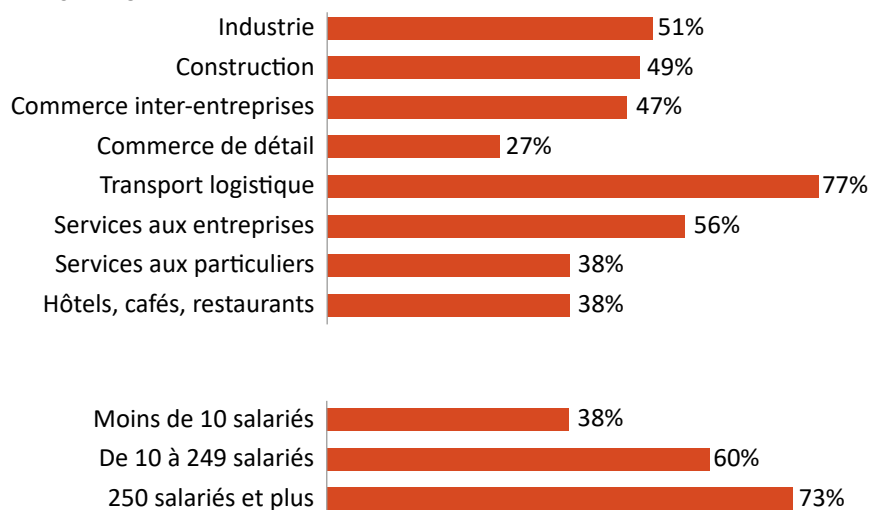
• Les secteurs ayant le plus investi sont ceux du transport-logistique, des services aux entreprises et de l'industrie.

La part des entrepreneurs déclarant avoir investi est d'autant plus grande que la taille de l'entreprise augmente.

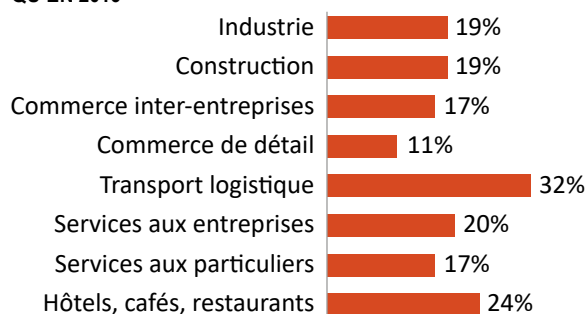
• Parmi les entrepreneurs « investisseurs », 17% jugent avoir investi plus en 2017 qu'en 2016.

Les secteurs où l'effort a été le plus important sont ceux du transport-logistique, des hôtels, cafés, restaurants et des services aux entreprises.

PART DES CHEFS D'ENTREPRISES INTERROGÉS DÉCLARANT AVOIR INVESTI EN 2017 – PAR SECTEUR ET PAR TAILLE



PART DES CHEFS D'ENTREPRISES INTERROGÉS DÉCLARANT AVOIR PLUS INVESTI QU'EN 2016



■ Perspectives

23% des chefs d'entreprises comptent investir en 2018.

- Quel que soit le secteur, plus d'un cinquième des chefs d'entreprises interrogés déclarent qu'ils investiront en 2018 sauf dans les secteurs du commerce de détail et dans une moindre mesure dans celui de la construction.

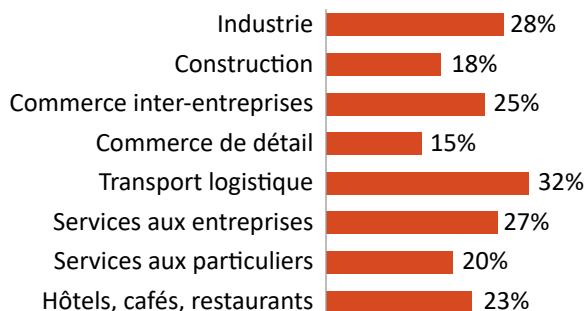
- Par taille d'établissement, ce sont les entrepreneurs d'entreprises de taille intermédiaire qui se révèlent les plus nombreux à souhaiter investir en 2018.

- L'effort d'investissement est important. En 2017, les entrepreneurs qui annonçaient investir davantage que l'année précédente représentaient 17% des chefs d'entreprises. Pour 2018, 50% des entrepreneurs anticipent un effort plus important qu'en 2017. Ceci est vrai quel que soit le secteur d'activité.

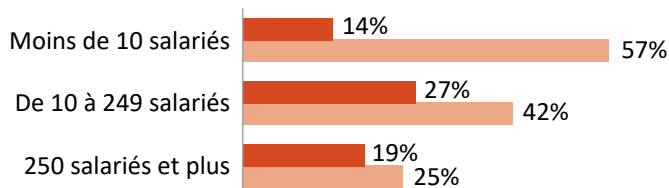
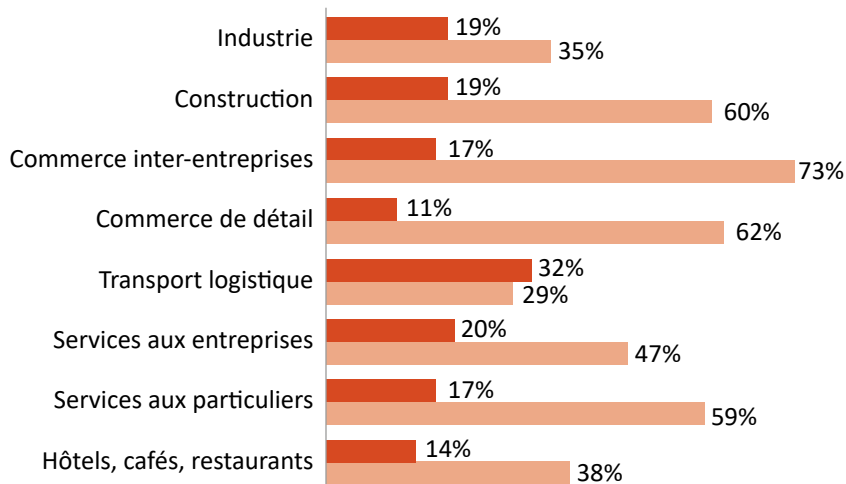
Les plus importantes augmentations concernent les secteurs de la construction et du commerce.

L'investissement s'impose notamment, à court terme, dans les plus petites structures : 57% des entrepreneurs d'entreprises de moins de 10 salariés jugent qu'ils investiront davantage en 2018 qu'en 2017.

PART DES CHEFS D'ENTREPRISES DÉCLARANT QU'ILS INVESTIRONT EN 2018 PAR SECTEUR ET PAR TAILLE



PART DES CHEFS D'ENTREPRISES INTERROGÉS DÉCLARANT AVOIR PLUS INVESTI QU'EN 2016 - PAR SECTEUR ET PAR TAILLE



■ Supérieur au niveau de 2016 ■ Supérieur au niveau de 2017

■ Emploi 2018 : des perspectives d'embauches quel que soit le secteur

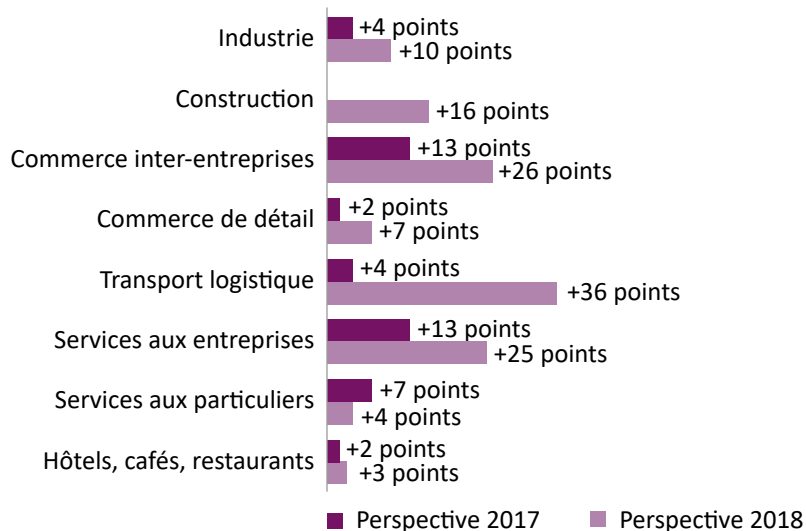
74% des chefs d'entreprises interrogés estiment que leurs effectifs resteront stables.

- Parmi ceux qui envisagent une évolution (augmentation ou réduction d'effectifs), les soldes d'opinions sont très largement positifs : en 2017, les entrepreneurs prévoyant une hausse de leurs effectifs étaient de +7 points plus nombreux que ceux qui imaginent une baisse. En 2018, ils sont plus nombreux de +14 points.

- Les perspectives d'embauches sont largement positives quels que soient les secteurs, et en nette progression par rapport à 2017, exception faite du secteur des services aux particuliers.

- Dans les secteurs des transports, de la construction notamment et dans la continuité de l'année précédente, dans les secteurs du commerce inter-entreprises et des services aux entreprises, les entrepreneurs sont particulièrement enclins à recourir à des embauches.

SOLDE D'OPINIONS (HAUSSE - BAISSÉ) SUR LES PRÉVISIONS D'EMPLOI



	Dernière donnée disponible	Taux de croissance	Évolution	
TISSU ÉCONOMIQUE	Nombre d'établissements au 31 décembre 2016 <i>Source : URSSAF</i>	31/12/2016	2015-2016	
	Arrondissement de Lille	30 420	-0,3%	
	Hauts-de-France	121 700	-0,7%	
	France	1 807 620	+0,1%	
	Nombre de créations d'entreprises en 2017 <i>Source : INSEE (brut), estimation ADULM</i>	31/12/2017	2016-2017	
	Arrondissement de Lille	10 725 **		
	Estimation (31% des créations en 2016)**			
	Hauts-de-France	34 615	+5,2%	
	France (hors Ile de France)	412 770	+5,3%	
	Nombre de défaillances en 2017 <i>Source : Coface, traitement CCIR Hauts-de-France</i>	31/12/2017	2016-2017	
	Métropole Européenne de Lille	940	-11%	
	Hauts-de-France	3 810	-13%	
EMPLOI	Nombre d'emplois salariés au 4^e trimestre 2017 <i>Source : URSSAF (donnée cvs)</i>	2017	2016-2017	
	Arrondissement de Lille	408 790	1,5%	
	Hauts-de-France	1 435 755	0,8%	
	France	18 224 780	1,5%	
	Masse salariale au 4^e trimestre 2017 <i>Source : URSSAF (donnée cvs)</i>	2017 (en milliers)	2016-2017	Annuelle moyenne 2008-2017
	Arrondissement de Lille	3 097 600	4,2%	+0,3%
	Hauts-de-France	9 975 200	3,4%	+1,3%
	France	141 634 600	4,0%	+2,0%
	Taux de chômage au 3^e trimestre 2017	2017	2017/2016	Annuelle moyenne 2008-2017
	Zone d'emploi de Lille	10,3%	-0,2 point	+1,7 point
	Zone d'emploi de Roubaix-Tourcoing	14,5%	+0,3 point	+3,2 points
	Hauts-de-France	11,9%	-0,2 point	+2,4 points
	France	9,4%	-0,3 point	+2,3 points
	Demande d'emploi (catégorie A, B, C) <i>Source : DIRECCTE (cvs, cjo)</i>	31/12/2017	2017/2016	Annuelle moyenne 2008-2017
	Arrondissement de Lille	126 500	+4,5%	+5,3%
	Hauts-de-France	597 110	+4%	+5,4%
	France	5 612 300	+2,7%	+6,3%
	Dont jeunes			
	Arrondissement de Lille	16 840	-0,4%	+0,1%
	Hauts-de-France	94 320	+0,3%	+0,6%
	France	735 700	-0,5%	+2,6%
	Dont seniors			
	Arrondissement de Lille	27 450	+5,5%	+11,7%
	Hauts-de-France	133 790	+4,8%	+11,6%
France	1 400 200	+4,8%	+12,1%	
Dont inscrits depuis un an et plus				
Arrondissement de Lille	58 505	+3,3%	+9,1%	
Hauts-de-France	285 730	+4%	+9,2%	
France	163 900	+3,5%	+7,6%	
ATTRACTIVITÉ	Immobilier de bureaux : bilan des transactions <i>Source : OBM Lille métropole</i>	2017	2017/2016	
	Arrondissement de Lille	196 465 m ²	+4,1%	

Entreprises

Les établissements privés (Acoff-Urssaf) : la donnée comptabilise l'ensemble des établissements cotisants exerçant une activité en France dans un secteur concurrentiel (tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et l'agriculture).

Les créations d'entreprises (Ape-Insee) : le champ d'observation s'étend à l'ensemble des activités marchandes hors secteur agricole. Une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, c'est-à-dire que la création d'entreprise doit impérativement être accompagnée de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production.

Les défaillances d'entreprises (Coface-CCI Hauts-de-France) : sont retenues comme défaillantes les entreprises ayant fait l'objet d'une ouverture de redressement ou liquidation judiciaire directe (ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédures, à savoir les liquidations judiciaires ou plans de redressement jugés après l'ouverture d'un redressement judiciaire ; les cessations amiables d'activité). Les défaillances sont comptabilisées à la date du jugement, et non à la date de publication de l'information.

Emploi

Le nombre d'emplois et le salaire moyen (Urssaf-Acoff (données corrigées des variations saisonnières)) : la donnée couvre l'ensemble des cotisants exerçant une activité en France dans un secteur concurrentiel (tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et l'agriculture). Chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Le salaire moyen par tête (SMPT) est calculé en rapportant la masse salariale du trimestre à l'effectif moyen observé sur le trimestre.

Taux de chômage (INSEE) : chaque trimestre, l'Insee estime le taux de chômage par région et département, ainsi que par zone d'emploi. Numérateur et dénominateur du taux de chômage ne sont pas directement observés : ces grandeurs font donc l'objet d'estimations. Au numérateur du taux de chômage figure l'estimation du nombre de chômeurs, en moyenne trimestrielle (données CVS) ; au dénominateur, la population active, en moyenne trimestrielle, estimée au lieu de résidence (actifs ayant un emploi et chômeurs).

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (Pôle emploi/Direccte-Sepes) : les données concernent les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle Emploi. Depuis février 2009, les demandeurs d'emploi sont présentés selon les regroupements suivants. La catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ; la catégorie B ceux tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte, c'est à dire de 78 heures ou moins au cours du mois ; la catégorie C ceux tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue, c'est à dire de plus de 78 heures au cours du mois ; la catégorie D ceux non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi, et enfin la catégorie E ceux non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aides). La catégorie A, B, C regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Attractivité

Les transactions de bureaux (OBM) : les données proviennent des commercialisateurs et d'une analyse des comptes propres. Elles reprennent les transactions de bureaux réalisées au cours de l'année.

Bilan 2017 et Perspectives 2018

Les notes de conjoncture :

- Coe-Rexecode
- Banque de France

Les enquêtes de conjoncture :

- CCI Hauts-de-France
- Banque de France

Les conférences :

- « Bilan 2017 et Perspectives 2018 », Banque de France, CCI Région Nord de France



LES PARTENAIRES :

Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole, Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Lille, Chambre de Commerce et d'Industrie Hauts-de-France, Chambre de Métiers et de l'Artisanat Hauts-de-France, Compétences et Emplois en Métropole Européenne de Lille, Conseil de développement de la Métropole Européenne de Lille, Conseil Départemental du Nord, Région Hauts-de-France, Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Nord-Pas de Calais, Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, Face Métropole Européenne de Lille, Nord France Innovation Développement /Je Crée en Nord-Pas de Calais, Institut national de la statistique et des études économiques, Lille's Agency, Lille Place Tertiaire, Observatoire Régional Emploi Formation Nord-Pas de Calais, Maison de l'Emploi Lys-Tourcoing, Maison de l'Emploi de Lille Lomme Hellemmes, Maison de l'Emploi Métropole Nord Ouest, Maison de l'Emploi de Villeneuve d'Ascq-Mons-en-Baroeul et communes partenaires, Maison de l'Emploi Pévèle Mélantois Carembault, Maison de l'emploi du Roubaisis, GIP AGIRE Maison de l'Emploi du Val de Marque, Métropole Européenne de Lille, Mission Bassin Minier, Pôle emploi, Union régionale de l'insertion par l'activité économique, Union pour le Recouvrement des cotisations de la Sécurité sociale et des Allocations familiales, Université de Lille 1.

OPE de Lille Métropole Tableau de bord #20 - 1^{er} trimestre 2018

Pour ce numéro :

Directrice de publication : Corinne VALITON (ADULM)

Rédaction et traitement des données : Matthieu BONAL (ADULM), André BARTOSZAK (CCI Grand Lille), Delphine DENOUAL (CCI de région Hauts-de-France), Lionel DITTE (Chambre de Métiers de l'artisanat Hauts-de-France), Salim FELLAH (Compétences & Emplois en Métropole Européenne de Lille), Annabelle GRAVE (CCI de région Hauts-de-France), Corina PARIS (Pôle Emploi), Danièle RANTE (DIRECTE Hauts-de-France / Semas), Aurélie THOREL (URSSAF), Corinne VALITON (ADULM).

Mise en page : Jean-François BREITENBACH (ADULM)